



Communiqué du 27 mai 2020

**Renault,
doit redevenir un fleuron de l'industrie
française en repassant sous le contrôle de la
Nation**

La situation de ce qui fut la Régie Nationale des Usines Renault, aujourd'hui privatisée, est symptomatique des faiblesses de l'industrie française.

Devenu déficitaire en 2019, (130 millions de pertes), Renault s'est, depuis plusieurs années, engagé sous la férule de Carlos Ghosn et avec l'aval des gouvernements français successifs, actionnaires et administrateurs, dans une implantation dans des pays à bas coût de main d'oeuvre ne produisant plus dans l'hexagone que 17% de ses véhicules légers contre plus de 50% il y a 15 ans. En adossant sa stratégie sur la recherche de main d'oeuvre bon marché qui lui garantissait résultats et dividendes, la société a pris du retard en recherche développement dans une branche professionnelle en pleine mutation technologique et commerciale nécessitant des investissements élevés.

Ce sont ces choix stratégiques, privilégiant le court terme qui ont conduit à la situation actuelle de l'entreprise. Ce sont ces choix qui signent la faillite de ses dirigeants mais également des gouvernements libéraux en matière automobile et auxquels Renault doit fermement tourner le dos.

Alors que le résultat 2020 s'annonce catastrophique le gouvernement a opté pour le versement d'un prêt de 5 milliards sans contrepartie, au moment où l'entreprise annonce des restructurations avec fermetures de sites et licenciements.

Devant la place qu'a occupée cette entreprise dans l'histoire industrielle et sociale de la France, nous ne pouvons nous contenter de cet accompagnement passif qui revient selon la formule consacrée à mutualiser les pertes après avoir privatisé les profits.

La situation nécessite:

- la réorganisation, à l'initiative de l'Etat stratège, de la filière automobile à travers un plan pluriannuel assurant la préservation des sites de production, la suppression des chaînons manquants, l'accélération de la recherche développement permettant la sortie des modèles adaptés aux nouvelles exigences du marché automobile et à celles de la politique énergétique ;
- une renationalisation des Usines Renault, avec un rachat au prix du marché. Le Conseil d'administration du Groupe devra comporter des représentants des salariés. La rémunération du PDG, nommé en Conseil des ministres, ne devra pas se faire pas seulement en fonction des critères de production mais intégrera principalement des critères liés à la recherche, à l'innovation et à des impératifs sociaux, environnementaux, du développement de l'emploi et d'une filière industrielle sur le territoire national.

Contact presse : Béatrice Durand 06 33 82 05 15

Contact : contact@republiqueetsocialisme.fr

www.facebook.com/republique.socialisme

<https://twitter.com/RepetSoc>